



// ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE GEN'IASTEST

Une coopérative à l'épreuve de la DNC

Centres d'allotement et taurellerie immobilisés, commerce d'animaux vivants interrompu, production de doses de semences fortement ralenties... et manque de visibilité sur la sortie de crise sanitaire : la coopérative Gen'IAstest subit de plein fouet les conséquences de la Dermatose Nodulaire Contagieuse (DNC) en ce début d'exercice 2025-2026.

Avec deux tiers de sa zone d'activité en zone réglementée, GEN'IAstest affiche sa volonté d'adaptation, avec un recentrage stratégique sur le marché intérieur et la poursuite des investissements au service des éleveurs. Réunis le 9 janvier dernier à l'occasion de leur assemblée générale, les adhérents de la coopérative ont mesuré l'ampleur des défis auxquels leur outil collectif est confronté. « Nous avons entamé l'exercice 2025-2026 dans des conditions extrêmement dégradées », a d'emblée posé le président François Sandoz, rappelant que les deux centres d'allotement ainsi que la taurellerie se trouvent en zone réglementée DNC. Une situation qui impose des contraintes lourdes, tant sur le plan sanitaire qu'économique.

Des charges maintenues, des recettes amputées

Présentant le rapport financier, Nicolas Tissot a rappelé les grands équilibres de l'exercice 2024-2025. Avec 33 M€ de produits d'exploitation, Gen'IAstest tire 46 % de ses revenus de la vente d'animaux, 31 % des services d'insémination artificielle, 5 % du conseil élevage et 11 % d'autres

services, notamment le suivi de reproduction. L'hébergement de taureaux et la production de doses de semences pour Umotest représentent à eux seuls 1,15 M€, soit 3 % des produits.

En face, les charges restent élevées : 38 % pour l'achat d'animaux, 27 % pour la masse salariale, en hausse globale de 3 %. Le résultat net ressort en baisse, à 228 170 €, malgré un effet positif lié à la cession du centre de rassemblement de Loudes. « Les comptes restent sains et certifiés sans réserve », a souligné la commissaire aux comptes, Mme Galla, mais le début du nouvel exercice change radicalement la donne.

« À mi-janvier, 650 000 € de charges perdues »

C'est sur le volet commercial que l'impact de la DNC est le plus brutal. Guilhem Brouzes, responsable du pôle commercialisation, n'a pas mâché ses mots : « Là, clairement, ce n'est pas folichon. » Déjà fragilisé par la FCO et la fermeture durable du débouché algérien, le commerce de reproducteurs a été stoppé net fin juin avec l'apparition de la DNC en Savoie, entraînant la fermeture immédiate du marché marocain. Les rebonds de l'épidémie, avec les foyers confirmés à Ecleux le 11

octobre, puis à Pouilly-Français le 28 novembre, ont mis les infrastructures de la coopérative en zone réglementée. Les génisses gestantes prêtes à partir vers les Savoie pour repeupler les cheptels abattus se sont retrouvées bloquées. « L'arrêt total du commerce représente un surcoût sanitaire de 50 000 €, un surcoût alimentaire de 150 000 €, et à mi-janvier nous estimons à 650 000 € les pertes. », a-t-il détaillé. Le tout dans un contexte où les bâtiments, les équipes et les animaux doivent continuer d'être entretenus. « On a les charges, mais plus les volumes », a-t-il résumé.

Production de semences ralentie, activité génétique sous tension

La DNC a également profondément perturbé l'activité génétique. « Les pointages et l'indexation génomiques ont été décalés, la collecte embryonnaire a dû être adaptée, et la station de Ceyzériat a été arrêtée », a expliqué Hélène Tisserand. La production de semences se fait désormais en zone indemne et en zone vaccinée pour approvisionner le marché français, avec une logistique réorganisée. Malgré tout, « il n'y aura pas de rupture au catalogue dans les trois



François Sandoz, le président de la coopérative Gen'IAstest, a réaffirmé la volonté de maintenir le cap stratégique, en s'adaptant au contexte sanitaire particulier qui bouleverse les flux commerciaux.

à six mois », a-t-elle assuré, appelant les éleveurs à rester mobilisés pour alimenter les schémas de sélection à moyen terme.

Recentrage stratégique et adaptation du modèle

Face à ces chocs successifs, la coopérative assume un infléchissement stratégique. « Il va falloir être bons en faisant un peu moins », a résumé Guilhem Brouzes. Le recentrage sur le marché intérieur, notamment sur la valorisation des vaches vélées à l'échelle de la grande région, apparaît comme un axe prioritaire tant que les flux export restent bloqués. « Il y aurait bien un marché, s'il n'y avait pas la DNC », a-t-il insisté, tout en

soulignant la nécessité de réinitier les échanges commerciaux dès que possible.

Une coopérative qui continue d'investir

Malgré la crise, Gen'IAstest n'a pas renoncé à ses missions de service. Développement des outils numériques (Datahub, Oriweb), montée en puissance du monitoring, progression du service parage, lancement de nouvelles gammes de compléments nutritionnels ou encore renforcement des équipes : « S'adapter ne veut pas dire renoncer », a martelé François Sandoz dans son rapport moral. « Notre raison d'être reste la même : concevoir des produits et services innovants, au service du revenu des éleveurs, dans un cadre coopératif solidaire et responsable. »

Les résolutions ont été approuvées à l'unanimité, avec l'affectation du résultat aux réserves facultatives, et un renouvellement partiel du conseil d'administration. Dans un contexte sanitaire et économique très déstabilisant, la coopérative affiche ainsi une ligne claire : tenir collectivement, s'adapter sans perdre le cap, et préparer dès aujourd'hui la reprise de l'activité.

Alexandre Coronel

// ÉLEVAGE BOVIN

Un avenir possible, à condition de lever les freins !

Invité de l'assemblée générale de Gen'IAstest, Vincent Chatelier, ingénieur de recherche à l'Inrae, a livré une analyse sans fatalisme des perspectives du lait et de la viande en France. Son message central est clair : l'élevage bovin a un avenir économique, alimentaire et territorial, mais à condition que les choix politiques cessent de freiner son potentiel.

Le chercheur en économie est rapidement entré dans le vif du sujet, avec le ton mordant qu'on lui connaît. « L'agriculture et l'alimentation sont des sujets trop importants pour être laissés à eux-mêmes. Tous les pays du monde ont une politique agricole », rappelle-t-il d'emblée, en revendiquant sa « liberté de chercheur » et le besoin de « remettre de la discussion et du débat rationnel dans un monde qui en manque ». Sur les marchés, il invite à la prudence : « Les prévisions économiques rendent parfois l'astrologie plus respectable ». Pour autant, le contexte récent a été favorable aux éleveurs laitiers. « Si vous n'avez pas gagné d'argent en 2025 en produisant du lait, c'est que vous vivez dangereusement. C'était la meilleure année depuis quinze ans. »

Avec des charges en recul (céréales, énergie) et un prix du lait élevé, la période a permis de reconstituer des marges, même si « un réajustement des prix est inévitable ». À ses yeux,

« une ferme ne se pilote pas sur un mois, mais sur dix ans ».

Un beau potentiel de développement

À plus long terme, Vincent Chatelier se montre résolument optimiste. « La consommation mondiale de lait progresse de 1,7 % par an. Cela représente chaque année l'équivalent de la production des Pays-Bas. » Un phénomène largement invisible depuis l'Europe, mais porté par la démographie mondiale. « Imaginez seulement les naissances au Nigeria : 270 000 enfants en 2025, autant que dans toute l'Union européenne. »

Pour le chercheur, la France dispose d'atouts majeurs mais insuffisamment exploités. « Nous avons le plus gros potentiel laitier d'Europe. Les Pays-Bas sont au taquet, l'Irlande et le Danemark aussi. En France, le potentiel est là, mais on décroche. » En quarante ans, la production est restée stable

malgré une division par deux du nombre de vaches, preuve selon lui de l'efficacité des systèmes français.



Le chercheur en économie agricole a réglé l'assistance de ses bons mots...

« Externaliser notre production, c'est aussi externaliser nos émissions de gaz à effet de serre vers des pays moins efficaces. Ce n'est pas un progrès environnemental. » Même constat en viande bovine. « Nous n'avons jamais aussi peu produit depuis cinquante-cinq ans, alors que les jeunes continuent d'en consommer, contrairement à ce que certains « bobos » racontent. » Avec une consommation autour de 21 kg par habitant, « soit on produit, soit on importe ». Les accords commerciaux, notamment avec le Mercosur, ne constituent pas selon lui une menace majeure : « Les volumes autorisés sont modestes et se substituent en partie à des importations existantes. Le vrai sujet, c'est notre décrochage productif. »

Cohérence des politiques publiques

Au-delà des marchés, Vincent Chatelier insiste sur le rôle territorial de l'élevage. « Il ne

s'agit pas seulement de souveraineté alimentaire, mais aussi de paysages, de vitalité rurale et d'emplois. Quand l'élevage disparaît, les territoires s'appauvissent. » Il plaide pour « des politiques publiques qui facilitent l'investissement, la transmission et l'installation », et pour une meilleure cohérence des achats publics : « La restauration hors domicile ne joue pas suffisamment le jeu du produit français. »

En conclusion, le chercheur appelle à « prendre sa part dans l'internationalisation des marchés », à « concilier performances économiques et environnementales » et à préparer dès maintenant la PAC post-2027, dans un contexte de probable baisse des aides. « Qui ne voit pas au loin verra ses ennuis de près », conclut-il, citant Edgar Pisani, en invitant la profession à reprendre confiance dans la valeur productive et stratégique de l'élevage français.

AC